

[Texte]

Two examples: It is considered fair to allow the importation of perishable produce to Canada, even though it may have been produced in a nation where almost slave labour conditions prevail, conditions that would result in imprisonment if practised in Canada. It is considered fair to accept the world's second most favourable position in so far as percentage of income required for food is concerned, approximately 20 per cent, while the vast majority of Canadian farmers live at a level far below the consumers they subsidize.

The members of the British Columbia Fruit Growers Association believe they are entitled to a share of the affluence of our economy as a matter of right and suggest that to start from any other position is outdated thinking. Government policy has failed to give encouragement and assurance to farmers that their products will not continually be sacrificed on the block of international trade negotiations, as has been the case for so many years.

We ask the support of your Committee in helping to obtain for the primary producer the right of collective bargaining without which much of the rest of the Canadian population would have incomes considerably lower than they presently enjoy.

We ask also your support in obtaining a government commitment providing assurance that it will be the policy of this nation on a long-term basis to encourage agricultural production with the same rights, privileges and other benefits as accrued to the balance of Canadian society.

We believe it is correct that people coming to Canada must abide by various Canadian regulations concerning wages and so on and submit that the same should apply to agricultural produce.

We will constantly strive to improve our methods and the already high quality of our products, but before we can in all honesty recommend agriculture as a profession, a totally new approach by government is required. To merely consult is not enough. Sensible, immediate action, taking into consideration the problems peculiar to agriculture, is required if Canada is to avoid a 20th century feudalism from taking over all primary production and selling short all those capable members of the farming community who are being squeezed out, not as a result of inefficiency, but as a direct result of government policies toward agriculture that lag much farther behind than does our efficiency.

[Interprétation]

Voici deux exemples. On considère qu'il est juste de permettre l'importation au Canada de denrées périssables bien que ce soit le produit d'un pays où les conditions de travail sont voisines de l'esclavage, des conditions qui au Canada justifieraient l'emprisonnement. On trouve qu'il est juste d'accepter le second rang au monde pour ce qui est du rapport favorable nourriture-revenu, soit environ 20 p. 100 alors que la grande majorité des cultivateurs canadiens vivent à un niveau de vie beaucoup inférieur à celui du consommateur qu'ils subventionnent.

Les membres de l'association des producteurs de fruits croient qu'ils ont droit à une partie de la richesse de notre économie et nous considérons qu'ils serait périmé d'établir des normes établies sur d'autres prémisses. La politique gouvernementale a négligé d'encourager les producteurs et de leur fournir des garanties que leurs produits ne seront pas toujours sacrifiés dans les négociations du commerce mondial comme cela s'est produit depuis tant d'années. Nous demandons l'appui de votre comité en vue d'aider les producteurs à obtenir le droit à la négociation collective, sans quoi, un plus grand nombre de la population de canadiens auraient des revenus bien inférieurs à ceux dont ils bénéficient maintenant.

Nous demandons aussi votre appui afin que nous puissions obtenir un engagement de la part du gouvernement pour nous assurer que ce sera la politique à long terme de notre pays d'encourager la production agricole avec les mêmes droits, les mêmes privilèges et autres avantages dont profite le reste de la population canadienne.

Nous croyons qu'il est juste que les gens qui viennent au Canada se doivent de s'en tenir aux règlements canadiens touchant les salaires et autres aspects de la question et nous disons que le même principe doit s'appliquer dans le cas des produits agricoles.

Nous essaierons toujours d'améliorer nos méthodes et la qualité de nos produits, même si elle est déjà excellente, mais avant qu'en toute honnêteté nous puissions considérer l'agriculture comme étant une profession il est nécessaire que le gouvernement adopte une attitude complètement nouvelle. La consultation seule n'est pas suffisante. Le Canada se doit de prendre des mesures raisonnables et immédiates tenant compte des problèmes propres à l'agriculture si nous voulons éviter qu'un féodalisme au 20^{ème} siècle n'envahisse tout la production aux dépens de toute la collectivité agricole qu'on décourage, non pas à cause de leur inefficacité, mais comme conséquence directe de la politique agricole du